

War on terror, rampante recolonisation militaire de l'Afrique

Symposium BLACK ALLIANCE FOR PEACE

Je vous remercie de cette opportunité de participer à cet événement. Je vous transmets les salutations des membres du groupe de recherche et d'initiative pour la libération de l'Afrique, GRILA. Notre groupe a été le premier sur le continent à s'interposer aux visées expansionnistes de l'ère post apartheid notamment avec le African crisis response force de Warren Christopherⁱ et notre option panafricaine qui fut Africa Pax.ⁱⁱ

GRILA est aussi le premier groupe qui a dénoncé l'Africom en lançant le 25 mai 2013, à l'occasion du cinquantenaire des «indépendances» africaines, une déclaration cosignée par 50 personnalités africaines et allemandes, intitulée *Africom go home, ni en Afrique ni en Allemagne*.

Les plaidoyers et de travail de sensibilisation de la déclaration *Africom go home* traduite en 9 langues et que vous trouvez sur le site du GRILA (Groupe de recherche et d'initiative pour la libération de l'Afrique).

http://www.grila.org/index_grila.php?gri=org&org=231200&lang=en

Il nous a été très difficile, durant toutes ces années, de convaincre nos frères et sœurs américains de la pertinence de notre combat. Pour toute sorte de raisons. Entre autres, bien sûr la propagande américaine sur son rôle de protecteur du monde, la constante propagande dépeignant nos analyses de conspirationnistes, la cooptation de civils et militaires américains dans la rhétorique de la défense patriotique de l'Amérique, la progression de la déstabilisation du terrorisme en Afrique. Mais notre plus grande faiblesse a été d'expliquer la dynamique complexe de notre oppression à nos masses africaines, accaparées par la gestion de la vie quotidienne et les problèmes de sous développement et qui perçoivent souvent ces enjeux comme trop complexe, comme étant à long terme et sans capacité d'emprise sur eux. Il faut ajouter à cela, l'impuissance de nos élites, souvent dépendantes de l'extérieur financièrement, technologiquement et militairement, et la faiblesse de l'unité panafricaine.

Ceci m'a permis, hélas dans l'urgence et sans moyens, de consacrer un film pour illustrer notre effort de plaidoyer, il est disponible sur youtube et vieillit bien

<https://www.youtube.com/watch?v=-HLjrzVHWPM>

Dans le document audiovisuel *Africom go home bases étrangères hors d'Afrique*, l'analyse panafricaniste traite tous les pays extra-africains disposant de bases en Afrique ou instrumentalisant nos régimes de la même manière, c'est-à-dire comme des forces d'occupation.

Il y a certes une emphase plus grande dans le film sur les forces américaines, mais des illustrations sont faites des nuisances interventionnistes et d'intelligence dans le pré-carré français adepte d'interventions militaires multiples et anciennes. Les deux alliés sont difficilement comparables. Le budget de défense des États-Unis dépasse le budget combiné des sept pays qui le suivent, comme le mâle alpha dans la meute de loups, et cette meute alliée des États-Unis totalisent 75 % des dépenses militaires mondiales. L'extension du dispositif américain et la cooptation de nos régimes militaires est cependant plus significative, mais il ne faut pas sous-estimer la présence française qui dispose d'atouts émanant des accords de défense secrets conditionnels aux indépendances néocoloniales et des connivences militaristes de réseaux d'affaires. Toujours est-il qu'il y a davantage d'insécurité à cause de ces forces étrangères.

Comme je le prédisais dans le film *Africom go home* une étude indépendante de l'université du Maryland (National Consortium for the Study of Terrorism and Responses to Terrorism) illustre l'augmentation dramatique des attaques transnationales depuis l'établissement de l'AFRICOM. La France et les États-Unis ont un passif lourd au niveau militaire.

Le 19 mars 2011, l'Africom a lancé l'opération *Odissey Dawn*, la première phase de la guerre pour renverser le gouvernement de Tripoli, et cela a été parachevé par la France. Le résultat sinistre est la dislocation de la Lybie, l'activisme de la France, de la Russie, de la Turquie, de l'Égypte de l'Arabie saoudite, du Qatar des émirats, forces djihadistes, de mercenaires, de tribus libyennes et d'ethnies soudanaises et tchadiennes de trafics en tout genre. Une déstabilisation sur le modèle du Sahelistan qui s'étend au Mali, au Burkina, au Nigeria et disloque la sous-région jusqu'au Mozambique.

Les administrations américaines changent, mais le système reste, les USA sont une grande puissance qui tente de tempérer son déclin par la ruse et la force. Le continent est donc truffé de drones et d'installations militaires rendant au fond pour l'instant inutile la présence d'une méga-base. En 2002, cela a commencé par l'initiative pansahélienne antiterroriste avec quatre pays du Sahel. Trois ans plus tard, cinq pays s'y ajoutaient. En 2005, l'initiative anti-terroriste de l'Afrique de l'Est englobait pour sa part six autres pays. Dans la même année, l'OTAN est venue assister l'Union africaine au Darfour. En 2007, elle jetait les bases de ce qui deviendra la Force africaine en attente, censée maintenir la paix continentale, et qui sera opérationnelle en 2015. Tout cela constitue un déni de la souveraineté continentale. L'OTAN et l'Africom n'ont en réalité pas besoin de plus que leur actuel officier de liaison militaire de haut rang agissant comme point de contact avec l'Union africaine. L'attitude de cette dernière est pour l'instant pitoyable. Cette mise sous tutelle des armées nationales africaines, ou ce qui en reste, la perspective constante de voir déménager en Afrique la base de l'Africom, la recrudescence des interventions militaires françaises ou autres, la base militaire du Japon, de la Chine à Djibouti, récemment créée, et celles de l'Allemagne au Niger, de la

Turquie, les appuis de protection d'Israël, tout cela hypothèque toute réelle intégration africaine.

Dans la lignée d'une politique expansionniste et agressive en Afrique, le commandement général des États-Unis pour l'Afrique, AFRICOM, lancé par l'administration de Bush Jr, prétend protéger la sécurité nationale des États Unis en renforçant les capacités de défense des États africains contre des menaces transnationales et y permettre un environnement favorable à un développement harmonieux . Il cherche à établir une base sur le continent africain en décentralisant l'AFRICOM qu'il positionne, depuis 2008 à Stuttgart en Allemagne. Là est aussi cantonné le U.S. Marine Forces Africa (MARFORAF) qui coordonne les frappes militaires et les manœuvres sur le continent.

Cette perspective d'une base de l'AFRICOM en Afrique, pour l'instant rejetée par la plupart des pays du continent, en séduit quelques rares. Elle s'impose sur le mode du fait accompli, à mesure que progresse la stratégie d'endoctrinement, d'encercllement et de diffusion dans le continent et qu'y sont entretenus des foyers de tension. En effet l'AFRICOM, les dispositions de l'OTAN et des initiatives unilatérales de certains pays de l'OTAN comme la France se font dans l'intérêt exclusif des pays du centre et leurs compadors locaux. Cette base ne vise qu'à sécuriser, dans la durée et à leurs propres fins, nos matières premières et notre espace stratégique face à l'appétit des puissantes émergentes du BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) et notre propre perspective d'unité.

Aucun de ces pays de l'OTAN n'a besoin d'une base militaire aussi grande en Afrique. Non seulement ils disposent de plusieurs bases et facilités, mais vont où bon leur semble sur le continent, en raison de clauses bilatérales et autres arrangements connexes. La plupart des armées des pays africains ont été cooptées par les forces des États impérialistes et leurs milices privées et autres compagnies de sécurité. Ces forces de surcroit alimentent, directement ou indirectement, le péril terroriste qui prospère sur le terreau du sous-développement. Sinon, elles s'ingénient à freiner les avancées démocratiques comme en Afrique du Nord en fragilisant certains pays ou en soutenant par des pays alliés du Moyen-Orient des régimes rétrogrades. La mise sous tutelle de nos pays est très avancée, en raison de leur déstructuration par trois décennies d'ajustements structurels de désengagement de l'État, de gouvernance managériale, de diversion démocratique et de dépolitisation. Au niveau militaire, les pays africains sont dispersés, fragilisés et désunis sur les enjeux fondamentaux d'occupation entre autres au Congo, en Côte d'Ivoire, en Libye, au Burkina , au Nigéria , au Mozambique et au Mali.

Le chantage d'instabilité menace autant le Soudan, l'Égypte, le Nigéria, la Tunisie, la Centrafrique que l'Algérie... Sur les théâtres d'opérations, l'ONU est instrumentalisée, laissant les coudées franches aux forces de l'OTAN. L'unité d'apparence des pays africains

militarisés dans ces missions l'est surtout dans le sillage de l'impérialisme. Trente-six pays du continent ont envoyé se faire former à Washington la « prochaine génération de leaders du secteur de la sécurité » (ACSS- African Center for Strategic Studies). Ces hauts gradés viennent s'insérer dans un dispositif de renforcement des capacités opérationnelles et militaires sous l'AFRICOM's Theater Security Cooperation programs (TSCP). Africa Contingency Operations Training and Assistance (ACOTA) program complète ces programmes de formation de la troupe et s'insinue jusque dans la formation multilatérale de pacification onusienne. Depuis une dizaine d'années, une quantité toujours plus grande d'armées africaines participent annuellement aux manœuvres FLINTLOCK de lutte antiterroriste en Afrique du Nord et de l'Ouest. AFRICA ENDEAVOR est quant à elle une manœuvre dans le secteur de la communication d'intelligence. CUTLASS EXPRESS sont des manœuvres maritimes censées contenir les trafics en tout genre dans l'Afrique de l'Est et l'océan Indien.

Certes, il y a une insécurité inhabituelle sur le continent pour prétexter tant d'élans belliqueux. De plus en plus de noyaux, de nature terroriste ou d'aventuriers politiques, existent et disposent de leur propre agenda, nuisant autant à « l'ordre du monde » qu'aux pays africains. Mais, ce sont des épiphénomènes. Le plus souvent, les origines des conflits, que ces puissances disent enrayer, découlent de l'échec du développement et de la pauvreté, des incidences de leurs propres politiques, de délinquances et trafics issus de conflits perdurant, de l'instrumentalisation du désordre, d'intérêts liés à leurs Juniors. Les Juniors sont de petites firmes multinationales qui s'acoquinent aux nébuleuses de rebellions ou de terroristes pour l'accès aux ressources. Les accointances avec les forces étrangères, qui viennent ensuite 'libérer' les zones contentieuses, font partie de la stratégie du tout sécuritaire validant la militarisation. Plusieurs régimes politiques de nos pays participent à ce brigandage, ou alors sont soumis aux chantages des conditionnalités des libéralisations et des ressources extractives.

La mise sous tutelle de nos armées nationales, ou ce qui en reste, et la perspective de voir déménager en Afrique la base de l'AFRICOM ainsi que la recrudescence des interventions militaires françaises ou autres hypothèquent toute réelle intégration africaine. L'Afrique est progressivement insérée de force sous le parapluie de l'OTAN. L'AFRICOM aide l'OTAN et réciproquement sans que ne soient plus discernables leurs nuances. L'AFRICOM comme l'OTAN quadrillent le continent, sophistiquant une politique qui remonte à loin. Les entraves aux indépendances et renversements de régimes progressistes ; l'échec de l'endigement de la lutte contre l'apartheid ; les errements de la politique américaine en Somalie et au Soudan et ses tractations avec El Qaeda et les attentats jihadistes avant ceux du 11 septembre et la politique dite anti-terroriste qui en a découlé en sont quelques moments historiques

L'Afrique demeure, hélas, toujours inféodée à l'impérialisme. La nébuleuse intégrée de firmes transnationales, principalement américaines, impose ses conditions économiques

iniques aux pays africains et «légalise» le pillage des ressources minières au détriment des peuples africains.

Toutefois, l'émergence de formations sociales africaines plus dynamiques, l'appétit boulimique de la Chine et de l'Inde pour les ressources, l'arrivée en scène d'acteurs non moins importants comme le Brésil, le Qatar ou Israël, viennent perturber la situation.

L'échec du néolibéralisme et les conséquences de trois décennies de libéralisation et de démantèlement des espaces de souveraineté font surgir de nouvelles logiques de partenariat multipolaires. Ces logiques sont de type Sud/ Sud et changent le terrain géopolitique, économique et culturel. Les dettes de pays sont épongées; on troque des matières premières contre des projets d'infrastructures ou des occasions d'affaires sans imposer de conditionnalités, cela alors que l'aide publique au développement de l'OCDE diminue et est maintenant inférieure aux transferts monétaires que les immigrants africains envoient depuis l'étranger. Cela inquiète les puissances économiquement essoufflées, mais géopolitiquement prédominantes. Elles jouent donc la carte militariste pour maintenir leur prééminence

Ce système crée une aspiration qu'il ne peut satisfaire pour la multitude qui bien sûr est attirée par le faisceau de la lumière comme des papillons éberlués, mais une jeunesse consciente subsiste et elle n'est pas si dupe. Mais ce système capitaliste est sénile et il est en crise et sa viabilité au niveau écologique est nulle. Bref pour tempérer leur déclin économique et coopter les bourgeoisies des pays émergents dans leur sillage il y a une surenchère terroriste des grandes puissances. Cela leur permet de faire justifier leur parrainage de tous les pays qui ne peuvent se défendre contre le péril terroriste. Ils sont les premiers responsables de la boîte de pandore terroriste qui désormais rhizome dans des terres fertiles du sous développement et de la frustration où le ressentiment antioccidental et les agendas contradictoires s'épanchent. La conditionnalité sécuritaire est donc venue se greffer à la conditionnalité politique des ajustements économiques, dite gouvernance. Les élites africaines mystifiées et apeurées de nos États, qui ont été dessaisis de leurs attributs de souveraineté par les ajustements, cautionnent cette mise en tutelle et repoussent, parfois à contrecœur, les gestes fermes d'autodéfense et de souveraineté panafricaine. Il y a donc désormais une constellation de bases ou les intérêts de la Françafrique côtoient les dispositifs de l'OTAN, de l'AFRICOM, des réseaux d'intelligence de logistique et de cooptation totale de nos armées et de nos leaderships politiques. Avec la dépendance technologique et la servitude volontaire de pans entiers dépolitisés ou désinformés de nos tirailleurs modernes, j'ai le sentiment que nous sommes moins préparés à résister à ce phénomène complexe que nous avons su résister contre la colonisation du vingtième siècle. Maintenant le socialisme de marché chinois est aussi frappé de tendance bourgeoise et d'élan d'oligarques mandarins préoccupés de leurs seuls intérêts. Ils ne sont cependant rien sans l'État chinois. Il y a un rapport de force et une lutte interne sourde en cours en Chine. Si cette tendance pro affairiste

triomphe, l'Afrique devra se prémunir de ce qui sera alors un social impérialisme affirmé. Pour l'instant on ne voit pas en dehors de l'hégémonie économique et sa voracité pour les matières premières une volonté d'occupation militaire tacite. Cependant sous le prétexte de défendre ses intérêts économiques et commerciaux dans le golfe d'Aden la Chine vient d'y suivre le Japon. À Djibouti, après les bases des Français, les Américains et des Japonais, voici que la Chine va disposer d'un espace logistique., elle serait à Obock, actuellement sous contrôle américain. Que ce soit là ou plus probablement ailleurs, ce serait un dangereux précédent. La zone franche industrielle qui vient d'être signée avec Djibouti et la sécurité de cette nouvelle route de soie en terre africaine ferait monter d'un cran la convoitise géopolitique de l'impérialisme sur le continent. A ce moment la Chine rejoindrait plus qu'objectivement les centres de l'impérialisme en violant son discours non aligné et sud /sud. La Chine jusque-là défendait surtout ce qui est à l'intérieur de sa muraille et elle est consciente de sa puissance accrue et de ce que cela provoque comme crainte de par le monde. Elle tient à rassurer autant l'impérialisme que les pays d'Afrique, qui pour l'instant peuvent encore profiter de cet échange sud-sud avec intelligence si les intérêts populaires passaient d'abord avant tout. Malheureusement la plupart de nos régimes sont *compradors* (subordonnés à l'impérialisme) et n'ont qu'une vue à court terme et gèrent la crise. Voilà pourquoi je continuerais d'agir et de parler de cet enjeu, partout où je le pourrais et défendre avec la dernière énergie notre continent.

Le président français est à la fois préoccupé des pertes humaines et matérielles françaises, de la désaffection du soutien populaire devant la duplicité des politiques de l'hexagone et sa volonté de construire une nouvelle coalition internationale structurée au Sahel. Il a hérité d'une politique militariste d'administrations rivales empêtrées dans des visions paternalistes de la France d'outre mer, conjuguée à ses réseaux françafriques disparates eux-mêmes.

Ces réseaux opaques ou officieux sont des perfusions réciproques qui permettent la gestion de l'enlèvement du pré-carré. Ces réseaux sont aussi essentiels à la survie des régimes de l'Afrique francophone, on se souvient par exemple de l'exfiltration vers la Côte d'Ivoire de Blaise Compaoré. Par ailleurs, nous attendons toujours le dernier lot de documents français dits déclassifiés dans l'affaire du Président Sankara que toute notre collectif d'avocats espère suite à la promesse faites par le Président Macron en 2017. Il est logique que le président Macron convoque l'entité créée par la France dans la sous-région et s'entretienne avec ses alliés subalternes pour jauger de leur allégeance, y faire taire la grogne sociale et redistribuer les rôles. Il en est ainsi depuis la fin du 19^e siècle, mais de façon plus complexe avec les raffinements de la géostratégie du 21^e siècle et les réseaux transnationaux de déstabilisations qui nuancent la donne. Les pays africains ne sont plus complètement des supplétifs, ils ont aussi leur agenda et ne sont pas passifs, dans le jeu plus vaste de l'OTAN, de l'AFRICOM et des autres acteurs étatiques extra africains et transnationaux.

The war on terror a tout fait sauf se débarrasser du terrorisme. Les alliances et tactiques utilisées par la France servent ses intérêts et rien n'y changera. Elle fait tout pour contrer sa perte d'influence, de crédibilité et de volonté de perpétuer autrement en

partageant les risques de ses politiques d'antan. C'est à nous, panafricains, de faire l'analyse lucide de nos intérêts. Il est clair que nos alliés durant la guerre mondiale, nous assiègent et nous assistent en même temps aujourd'hui et que nos pays exsangues, laminés par le fondamentalisme de marché, le désengagement de l'État de l'économie avec des marges ridicules de souveraineté, ne peuvent pas faire la fine bouche sur une quelconque aide offerte, surtout militaro-stratégique. La Lybie a elle seule répondu à votre question, autant dans la phase pré-coloniale, coloniale que dans l'assassinat de Khadafi et la partition du pays.

Les États-Unis encerclent le territoire chinois avec un chapelet de bases, dotées de missiles balistiques, d'armes nucléaires et dans la mentalité des chinois la victoire sur le Japon et les traités inégaux occidentaux n'est pas oubliée. Le discours gagnant-gagnant et la dimension de la coopération sud-sud domine la politique extérieure chinoise, encore plus préoccupée de consolider sa forteresse que de coloniser le monde, mais c'est en train de changer par autodéfense de ses intérêts florissants.

Les insatiables appétits miniers et commerciaux de ce pays, les modifications engendrées par les mutations de sa couche bourgeoise et l'inflation de la menace hégémonique qu'il représenterait sur la scène mondiale, claironnée par les États-Unis, l'Europe et le Japon, viennent brouiller la lisibilité de ses coopérations bilatérales. Le film montre justement qu'ayant perdu la bataille économique devant la Chine, les pays de la triade sont contraints d'imposer l'agenda sécuritaire et géopolitique pour se prévaloir de leur accès à leur « chasse-gardée ». La Chine a entretemps ouvert une base militaire en Afrique et la bataille fait rage entre ceux qui croient encore en Chine à une coopération internationaliste et ceux qui veulent fermer cette parenthèse et opter pour une plus grande libéralisation du socialisme de marché -ou social-capitalisme- et revigorer le capitalisme essoufflé.

C'est à l'Afrique de défendre sa souveraineté et de tirer profit des perspectives diversifiées sud-sud de coopération et de solidarité qui sont encore possibles.

Ces puissances militaires qui rivalisent sur notre sol ne sont pas omnipotentes, sont traversées de contradictions et ne pourraient pas tant abuser de leurs avantages si l'Afrique est unie.

En Afrique du Nord et de l'Ouest par exemple, chacune des puissances avance ses pions. Au début en sous-traitant les politiques américaines, puis les rivaux Émirati et saoudiens, font sous-traiter leurs opérations financières par des pays africains tiers pour servir leurs propres agendas idéologiques et stratégiques.

Plus discrète, l'intelligence israélienne assure à quelques autocraties une innocuité redoutable alors que leur alliance avec les États-Unis fait le reste sur le terrain, comme avec l'acceptation par le Cameroun d'une base militaire américaine à Garoua. Le Japon consolide sa base et se répand aussi discrètement.

L'Allemagne plus que jamais est dans la course aux ressources africaines, elle qui offre à l'Union africaine le building Nyerere pour la paix et la sécurité et se dote d'une base au Niger, pays dont la ressource éclaire la France, mais qui flirte avec des intérêts miniers chinois...La Turquie et la Russie osent ouvertement agir militairement en Lybie.. Les

lutttes inter impérialistes en Afrique et au Proche-Orient pour le repartage régional des ressources, des accès d'approvisionnement et les marchés vont hélas s'aiguiser.. Le renouveau du scramble du 19 e siècle met en rapport toute sortes d'intérêts dans la gestion postcoloniale de l'Afrique qui demeure insuffisamment préparée pour se défendre contre ces grandes puissances et leurs firmes, qui y font une guerre panoptique au drone ou contre des puissances moyennes aux moyens plus modestes mais incisifs; toutes sont disposées à nous assister en raison de notre abondance en ressources et la désunion de notre élite politique et la sous information et conscience politique de nos masses.

Nous avons terrassé l'apartheid et nous continuerons de lutter pour la souveraineté de tout le continent afin que de nouveau puissent s'y épanouir ses enfants et ses diaspora.

ⁱ Warren Christopher: <.... We would like to develop that force for use in various ways. Primarely, as a humanitarian concept at the present time, but also if the forces are there, trained, integrated and able to work together we have other options that we are completely deprived of, at the present time. George Moose, the assistant secretary for african affairs, has reported that his initial trip to Africa provided encouraging indications that African countries are prepared to supply the troops. We will consult with our european allies to see if they are prepared to help by providing the logistics and financial support..... at the same time, in each of the countries where i'll be meeting with leaders, I'm going to be talking about the ACRF, urging them to--not only to contribute themselves, but to urge other african leaders to participate>.

ii

Africa Pax, http://m.assisesnationales.org/index_grila.php?gri=org&org=231234&lang=fr and also, *Widerstand, Revolutionen, Renaissance: Stimmen zum sozialen Aufbruch in Afrika*, Africavenir International, Berlin, p189